

La participation réelle des communautés d'accueil Un défi pour le tourisme social

André Hut et Lynda Johnson

Volume 1, numéro 3, 3e trimestre 1982

Les enjeux du tourisme social

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1080847ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1080847ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Montréal

ISSN

0712-8657 (imprimé)

1923-2705 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Hut, A. & Johnson, L. (1982). La participation réelle des communautés d'accueil : un défi pour le tourisme social. *Téoros*, 1(3), 18-21.
<https://doi.org/10.7202/1080847ar>

La participation réelle des communautés d'accueil

Le tourisme social appelle la prise en charge par les vacanciers de leurs propres vacances mais aussi par les communautés d'accueil du développement touristique de leur région.

Un premier article d'André Hut, directeur de l'association Culture-Tourisme-Loisirs (C.T.L.) à Bruxelles, expose les réactions souvent négatives des ruraux au phénomène touristique et propose la reprise en main du tourisme par les ruraux eux-mêmes dans un sens autogestionnaire. Ce texte est tiré de la thèse de maîtrise d'André Hut, en sciences de l'environnement, intitulée *Pour une politique d'animation touristique en milieu rural*, (Fondation universitaire Luxembourgeoise, septembre 81).

Le deuxième article nous présente plusieurs réalisations au Témiscouata, dans le Bas Saint-Laurent. Écrit par Lynda Johnson, "bachelière en tourisme" à l'UQAM, l'article nous révèle un exemple concret de prise en main du tourisme dans le cadre d'un développement intégré des ressources.

La rédaction

Vers un tourisme rural autogéré

par André Hut

Après les réactions des ruraux au phénomène touristique, les alternatives expérimentées et réfléchies.

Des réactions: "maîtres chez nous!"

A. Mormont fait une analyse des réactions des populations vis-à-vis du tourisme s'exerçant en milieu rural. *"Comment comprendre qu'il y ait en même temps, et parfois au même endroit, des réactions contraires où se mélangent sans contradictions apparentes pour les gens eux-mêmes, le souci d'un accroissement du nombre de visiteurs et simultanément le rejet de tel projet de village de vacances, le refus de son implantation!"*. En fait, *"le tourisme, quoiqu'il en soit par son apport économique, n'a pas les mêmes effets sur tous et si certains peuvent en tirer revenus et emploi, d'autres... s'en passeraient bien"*. Les commerçants et professionnels du tourisme espèrent bien en tirer du profit, s'organisent pour faire

entendre leur voix, notamment dans les Syndicats d'initiatives, sont souvent les seuls à avoir la parole et à être écoutés par le pouvoir communal. Au contraire, si certains agriculteurs âgés comptent revendre leurs biens à un bon prix, celui-ci peut dépasser les mesures que d'autres ne peuvent se permettre pour l'achat de terrains, outil de travail, ou de maisons pour habiter au village.

Mais il y a aussi des raisons plus fondamentales. Ils veulent bien du tourisme, accueillir les visiteurs, mais ils refusent un tourisme qui soit une "colonisation de plus", rester "chez eux et maîtres chez eux". *"Les ruraux aiment, une fois le touriste parti, à se retrouver entre eux, comme avant"*. Ils refusent *"de sentir leur espace leur échapper, par l'argent, au profit de puissances extérieures, leur avenir de ruraux bouché"*, la division s'opère entre eux, à cause du tourisme, les uns s'y lançant désespérément, les autres restant sans avenir sinon de simples éléments de décor. La question revient non pas à dire *"oui ou non au tourisme, mais comment le tourisme "pourrait" se développer au bénéfice d'une population la plus large possible, sans que le milieu ne soit dépossédé ni de son espace, ni de son mode de vie"*.⁽¹⁾

En effet *"si le tourisme peut être considéré comme un facteur de domination sociale, c'est sans doute moins parce que le citadin domine le rural, en utilisant son espace, en lui imposant sa présence, ses nuisances ou ses modes de vie, que parce que le secteur touristique est de plus en plus*

dominé par le champ de la production économique, soit par de grandes entreprises immobilières, privées ou publiques, (Idelux, BEP) et par des couches sociales qui peuvent imposer leur propre conception culturelle de l'espace rural conforme à leur usage individualiste de l'espace rural comme espace de loisir. Dans la production du tourisme, ce sont ces éléments - parfois contradictoires - qui définissent les opérations rentables et les espaces de valeur, et qui tendent soit à en exclure les ruraux soit à les redéfinir de manière idéalisée."⁽²⁾

En effet, outre les diverses catégories d'acteurs et d'intervenants, dans le tourisme rural - dont chacun fait de celui-ci "sa propriété exclusive", le traitant *"comme une fin en soi et tout doit être fait pour lui et rien que pour lui"* (agriculteurs, élus municipaux, professionnels du tourisme, offices du tourisme, résidents secondaires, associations de tourisme social...) - chacun *"offre ou recherche sa propre "image de la ruralité", joue un rôle, cherche à restituer à l'autre l'image qu'il attend: les relations sont faussées"*. À titre d'exemple, sans pouvoir approfondir ici, cette dimension symbolique du phénomène, - ce que fait très bien L.N. Netter - la réhabilitation de fêtes traditionnelles abandonnées: la fête du battage *"peut correspondre à un exorcisme pour l'agriculteur actuel dont il est clair que la technique a évolué"* mais pour le vacancier, qui cherche l'insolite, c'est le *"symbole d'un retour au passé, persistance d'une certaine forme de société, donc de la continuité rassurante"*, que la publicité touristique traduira

"l'espace rural, bastion intemporel de la résistance au progrès: vieilles pierres, paysages et ruraux folkloriques".⁽³⁾

Dans le même sens, les idéologies de la nature, de gauche ou de droite, interviennent dans la façon de se situer dans l'espace, de la part des clients comme de celle des responsables administratifs ou politiques de l'aménagement rural⁽⁴⁾. Le comble n'est-il pas atteint quand *"les ruraux revendiquent la protection de leur patrimoine actuel ou de leur cadre de vie, (et que) c'est à des citadins qu'ils confient cette tâche (seconds résidents, néo-ruraux)"*⁽⁵⁾, quand ce ne sont pas ces derniers qui prennent le pouvoir politique local après s'être imposés culturellement grâce à leur savoir et leurs relations.

Faut-il que des autochtones aient commencé à réagir à partir d'un certain seuil où "trop, c'est trop".

- "Désappropriés" de leurs terres, bois, rivières, habitats, sites privilégiés, littoraux... devenus "propriétés privées" d'étrangers.
- "Exilés de l'intérieur" par une foule dix, vingt ou cinquante fois plus nombreuse qu'eux.
- "Aliénés" de leur personnalité, de leur langue, de leurs habitudes, folklore et artisanat: tout est réglé, imposé, standardisé, dépersonnalisé en vue des touristes qui sont rois puisque clients.⁽⁶⁾
- "Prolétariés" au service inconditionnel de ces derniers, par les entreprises touristiques dont ils deviennent des "salariés".
- "Pollués" par les effets négatifs du sur-nombre qui détruit le site par le piétinement, les déchets, la motorisation, les constructions, les équipements, le bruit, la "folklorisation".⁽⁷⁾

Certains mouvements sociaux, extérieurs au tourisme, ont contribué à cette prise de conscience.

- Tant dans le Tiers-Monde que dans les régions défavorisées d'Europe -terres de tourisme - les mouvements "autonomistes" et "régionalistes" à la recherche de leur "identité" contre la colonisation de la métropole ou du pouvoir central: Bretons, Basques, Québécois, Occitans... Wallons.
- Le refus d'être dépossédés des terres arables par la construction des routes, l'extension urbaine, la déforestation, les barrages... et enfin, le tourisme industriel!
- Face à la marginalisation des agriculteurs et éleveurs dans une Europe du Marché Commun imposant une politique agricole en faveur des gros industrialisés, mais au détriment des petits, condamnés à disparaître...
- Le regain des mouvements associatifs, coopératifs, communautaires, groupes de défense, à la base, des producteurs

comme des consommateurs ou des usagers... face à des pouvoirs économiques et politiques impersonnels et bureaucratiques et grâce à l'action des mouvements éducatifs de jeunesse et d'adultes à l'action depuis 100 ans, particulièrement actifs en milieu rural.

- Le mouvement écologique qui a pris conscience de la valeur à conserver, protéger et promouvoir: des sites et lieux naturels (rivières, eaux, marais, étangs, bois, haies, micro-climats, paysages) ou humanisés (maisons, fermes, potables et calvaires, églises et monuments publics, archéologie industrielle...).
- La réflexion théorique sur le développement s'orientant vers "l'éco-développement" ou le "développement rural intégré" avec un souci, à la fois de gestion des ressources, surtout non renouvelables, et d'implication des groupes de base dans un processus autogestionnaire.⁽⁸⁾

Des alternatives: l'animation rurale

En conséquence, il apparaît depuis une vingtaine d'années, un mouvement de reprise en main du tourisme, par les ruraux eux-mêmes, dans un sens autogestionnaire, voulu, géré, contrôlé et animé par eux-mêmes.

Un inventaire devrait être fait ici en passant des gîtes ruraux aux villages ou mini-régions autogérées (SIVOM) en France, aux associations de tourisme social avec la population locale (exemple: Ny et Nassogne, par Loisirs et Vacances), aux villages québécois accueillant des groupes de Villages-Vacances-Familles... certaines expériences de Chassepierre ou Marbehan, de Harzée ou de Ferrières...⁽⁹⁾

Les quatre dimensions de l'offre originale ne sont pas rejetées mais au contraire reconnues comme des éléments du patrimoine exprimant leur identité héritée du passé et vécue aujourd'hui, comme autant d'éléments qui façonnent son visage et marquent d'un caractère particulier ses pratiques, avec un cachet de personnalité différente des autres.

La dimension économique n'est pas exclue, parce qu'il est normal de rétribuer un service rendu, mais elle n'est plus la première ni la seule finalité de l'exercice touristique: un élément parmi d'autres d'une finalité d'accueil, de rencontre, de service et de partage où ceux qui exercent l'hospitalité ne "se perdent pas" en le faisant mais s'enrichissent humainement et spirituellement dans l'échange et la réciprocité non plus d'esclave ou de lardin à maître et client mais d'égal à égal, de citoyen à citoyen, dans la différence mais pas la subordination, l'exploitation et l'aliénation.⁽¹⁰⁾

Cela suppose, qu'indépendamment du tourisme et de l'hospitalité des visiteurs, la population locale ait encore une personna-

lité, qu'elle ne soit pas condamnée au tourisme comme à la seule possibilité de survivre, que celui-ci ne soit pas la mono-activité à laquelle tout est sacrifié, que les conditions démographiques, sociales et politiques n'aient pas réduit la communauté autochtone à un quart-monde passif, désespéré et exsangue; le tourisme dans ce cas, ne fait qu'accentuer le fossé et ne sauve pas une région; il ne fera qu'apparaître des néo-colonisateurs et de nouveaux notables comme dans le Tiers-Monde. Le tourisme suppose les autres dimensions démographiques, économiques, sociales et politiques: leur existence, leur collaboration à un projet collectif de "développement rural ou urbain intégré", dans le sens d'un "éco-développement".

Pour synthétiser cette autogestion, L. Netter propose un schéma de réflexion et une stratégie d'action: "quatre expressions devraient être employées: maîtrise locale, politique "de pays", politique de loisirs et variété". En effet, *"il est souhaitable de raisonner en termes de politique générale des loisirs qui allierait trois composantes: la satisfaction de la demande, de l'offre de la population permanente, de loisirs de proximité pour les urbains proches, enfin de vacances pour les populations plus éloignées, avec distinction entre le séjour et le passage."*⁽¹¹⁾

Enfin, un dossier, sur base d'expériences concrètes d'animation en milieu rural, en vient à affirmer *"l'animation doit être l'expression permanente de la vie sociale et culturelle du milieu, l'animation touristique n'étant qu'un moyen d'une politique globale d'animation de la vie en milieu rural"*.

Ce dossier d'agriculture et tourisme comporte une réflexion de synthèse: *"l'animation: pour quoi? comment? L'animateur professionnel et la fonction d'animateur"* et un tas d'exemples vécus.⁽¹²⁾ ■

Notes

- (1) M. MORMONT, "Les populations rurales et le tourisme, l'impact social du tourisme" in *Le tourisme en milieu rural, journée d'étude*. F.U.L., Borzée, 26/09/1980.
- (2) M. MORMONT, "Espace rural et domination" in *Sociologia ruralis* (no 4), Van Gorcum, Assen, 1980, p. 283.
- (3) L.N. NETTER, "Tourisme, accueil et aménagement rural" (no 57) in *Espaces*, Paris, juillet 1981, p. 10; G. DREZE et P.J. LACROIX, "Le passé recomposé ou les racines de l'avenir" in *Vivre 81* (no 3), périodique du Patrimoine féminin, 10/04/1981, pp. 6 à 11.
- (4) J.P. ROUX, *La ruralisation*, Seuil, Paris, 1976, chapitre III; P. JARREAU, "Qui est écologiste?", in *Le Monde* 04/10/1980.
- (5) M. MORMONT, Op. cit., p. 283.
- (6) A. HAULOT, *Rapport introductif, Séminaire international "Tourisme - artisanat - folklore"*, B.I.T.S., Tanger, 18-19-15 1975; M. DURAND, *L'artisanat en France*, coll. Que sais-je?, Paris, éd. PUF, 1979, 11e partie, ch. II, L'artisanat en milieu rural, p. 108-119; H. BROUET, discours au lancement de l'année de l'artisanat, C.G.T., 31/3/1980; mise en cause du caractère ELITISTE de la mode, (chère !) de l'artisanat, *Esprit*, octobre 1978, p. 100; A. HUET, *Église et Tourisme*, janvier 1981.

(suite, p. 20)

(7) **Tourisme et environnement**, Séminaire de Tunis, B.I.T.S., 23-24/1976: rapport A. HAULOT et exposé de J. KRIPPEN-DORF, *Tourisme et paysage*, diagnostic et thérapie; A. HAULOT, *Tourisme et environnement*, Verviers, éd. Maramba, 1974 notamment p. 144-152; *Tourisme et environnement CULTUREL*; Groupes en réaction: Journées Luxembourgeoises de contact, *Le Luxembourg en 1980*, (XXIIe session), 13-15/12/1968; idem (XXVIIe session) 25-26/11/1972; *Le Luxembourg belge et ses voisins*, texte de synthèse, (quadruple restructuration de l'espace politique, économique, culturel, touristique); *Le tourisme en milieu rural*, Groupe européen des Ardennes et de l'Eifel, no 2, 30/6/1973; *Un développement global et spécifique pour le Sud-Est de la Belgique*, journées du Sud-Est, Natoye, 21-22/11/1975, Commission II "Contribution de l'animation culturelle, de la recherche scientifique et de la politique touristique à l'élaboration d'un modèle spécifique de développement"; *Tourisme intégré ou tourisme concentré*, no 3, Vielsalm Gouvvy Environnement, juin 1978; *Projet d'étude socio-économique des possibilités en matière de tourisme intégré*, Amis de la Terre, 21/4/1978; *L'animation en milieu rural face au pouvoir et Le tourisme intégré peut-être...*, G.D.P. M.R., Stavelot; *Aménagement du territoire, plan de secteur et avenir du monde rural*, dossier A.C.R.F., Bruxelles; *Quelques principes et propositions pour une politique alternative en matière de tourisme rural*, Groupe de travail M.O.C., 2/2/1980; *S.O.S. pour les habitants de la Semois namuroise*, Equipe populaire de la Semois, dossier no 1; *Le tourisme de masse et ses conséquences*, Un exemple, l'arrondissement de Dinant, CIEP et Vie Féminine, dossier, mars 1981; *Opération qualité-village 1980* de la fondation Roi Baudouin, La Cité, 21/12/1979; *Espaces pour demain*, La Cité, 24/4/1981; *Le tourisme vert, une alternative au "bronzer idiot"*, (A.S.B.L.) La Cité, 20/6/1981; *Rejets du tourisme en France*, journée d'études du CEST, Paris, 19/5/1978.

(8) *Colloque Ardennes Ardèche*, à la recherche d'un développement touristique intégré, Infor-Vacances, Loisirs et vacances, no 3, 1980; *Plateau de Bastogne*, Bertogne, Houffalize, projet de développement rural intégré, société nationale terrienne; *Étude de rénovation rurale en Ourthe Amblève*, groupement de relance économique des vallées de l'Ourthe et de l'Amblève, mars 1979.

(9) En France: P. HOUE, *Les projets de développement rural*, Économie humanisme, Lyon, no 203, janvier 1972; *Synthèse relative aux conditions d'émergence des structures micro-régionales et à leur évolution*, rapport de P. HOUE, sans date; *Développement du pays du Verdon*, création et mise en place d'un syndicat mixte, 1975; *Tourisme et éco-développement dans la région méditerranéenne*, cadre global d'orientation, CIREL, janvier 1977; *L'organisation du tourisme rural*, La Creuse, G. REMAREIX, extrait de tourisme dans l'espace rural, Recherche sociale, Paris, no 61, janvier 1977; *Développement du pays du Verdon*, 1977; Y. RAYNOUARD, rencontres européennes du Cadre de Vie, *Une nouvelle politique des loisirs*, décembre 1977; *Greptour*, association des pyrénées, L'événement, no 43, 13/12/1980; C. LACHAUX, *Les parcs nationaux*, coll. Que sais-je?, éd. PUF, Paris, 1980; *Quand un village montagnard découvre et exploite seul son capital touristique*, Forêt-Loisirs et équipements de plein air, no 2, 1980; M. PIRAUX, *Les ruraux et le développement touristique*, échantillon de situations, opinions et comportements, février 1980; M. PIRAUX, *Queyras, 1965-1980*, rénovation et développement en zone rurale de montagne, février 1981; R. LANQUAR, *Le tourisme social*, coll. Que sais-je?, Paris, éd. PUF, 1978; p. 95 "Le tourisme social en espace rural"; *Village de Loisirs et vacances à Ny*, in *Tourisme de masse et environnement*, colloque V.V.F., Paris, 4-5/10/1979, B. MANCINI.

Tyrol: J. HERBIN, *Le tourisme au Tyrol autrichien*, la montagne aux montagnards, 2 vol, Institut de géographie alpine, Grenoble U.S.A.: *Qu'est-ce que la fondation pour les sols à usage collectif*, Forêt-Loisirs et équipements de plein air, no 5, mars 1975.

(10) H. NOGUERES, *La vie quotidienne en France au temps du Front populaire*, Paris, Hachette, 1977, p. 169, *Proletariat rural et loisirs...*; DE FARCY et Ph. DE GUNZBOURG, *Tourisme et milieu rural*, Paris, Flammarion, 1957; *Manifeste du tourisme en espace rural*, B.I.T.S. Information, décembre 1973; *Tourisme en espace concerté*, tourisme en espace rural: opposition ou complémentarité, 24e Congrès A.I.E.S.T., 9/9/1974, vol 15; *Rencontre du monde urbain et du milieu rural*, société et sciences de l'environnement, TER et INFAC, 16/18/11/1977; *Neuf ans de tourisme rural dans le Lot*, Forêt-Loisirs et équipements, no 3, 9-1980.

(11) L. NETTER, op. cit. p. 13.

(12) *L'animation en milieu rural*, Forêt-Loisirs et équipements de plein air, 2e trim. 1979, annexe no 44 et 45.

Dans le Bas Saint-Laurent

Les Témiscouatains prennent en main le développement du tourisme

par Lynda Johnson

Le tourisme rural a un passé fort récent au Québec contrairement à nos voisins d'Europe qui ont développé cette forme de tourisme sensiblement à la même époque que le tourisme urbain ou semi-urbain. Pourtant, depuis peu, on s'organise et on peut ainsi remarquer des actions fort louables dans la prise en charge par les habitants de leur région.

Historiquement, la vie des Québécois a été maintes fois soumise à de dures épreuves, à cause du climat et de l'interdépendance avec les ressources naturelles propres à chaque région. Toutefois, ce courage, cette astuce, cette initiative qui ont caractérisé les gens d'autrefois se sont transmis aux gens d'aujourd'hui et se traduisent fort agréablement par de nombreuses réalisations, empruntant les formules coopératives, associatives ou collectives.

Le Bas Saint-Laurent: un exemple significatif

La région du Bas Saint-Laurent est un exemple de ces régions qui, éloignées des pôles naturels de développement des grands centres, se sont développées grâce à un leadership local et régional. On se rappelle les difficultés économiques de cette région: baisse de l'exploitation forestière, crise économique des années 30, crise agricole des années 50. La situation est alors très précaire mettant même en danger la survie de la population locale.

Devant cet état de faits, on décide de fonder le **Conseil d'orientation économique du Bas St-laurent (COEB)** en 1956 qui a comme mandat de faire une étude des possibilités économiques de la région. Un peu plus tard, la région de la Gaspésie et des Îles de la Madeleine se dotera d'un organisme similaire: le **Conseil Régional d'Expansion économique de la Gaspésie et des Îles de la Madeleine (CREEGIM)**.

Par la suite, dans la logique de la Loi ARDA, on mettra sur pied le **Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec** en 1963. Pendant 3 années, des chercheurs élaboreront un plan d'aménagement qui tiendra compte du potentiel bio-physique de la région. Une entente sera signée et restera en vigueur jusqu'en 1973, entraînant 258\$ millions d'investissement pour l'aménagement de l'Est du Québec.

Toutefois le BAEQ recommandera la fermeture de plusieurs municipalités jugées incapables à s'auto-suffire et le transfert des populations vers des centres mieux organisés. C'est alors le désenchantement des gens des milieux concernés, enthousiastes depuis le début de l'entente ARDA. Des contestations s'amorcent pour faire place aux **Opérations Dignité**. Une d'entre elles favorisera l'émergence du JAL.

La naissance du JAL

À l'automne 71, les habitants de 3 villages voués à la disparition décident de se prendre en main et revendiquent l'aménagement intégré de leurs ressources. Il s'agit de Saint-Juste, de Lac Auclair et de Lejeune, regroupés sous le nom du JAL. En cela, les Témiscouatains démontraient une vitalité commune de prendre en main leurs ressources naturelles et amorçaient un type nouveau



Des circuits équestres, une initiative du Ranch des Montagnards.

de développement régional, basé sur la prise en charge par le milieu de son devenir.

Le développement communautaire au JAL se distingue de ce qui se fait ailleurs, notamment dans le secteur privé, du fait que c'est toute la population qui est sollicitée à prendre position sur l'amorce de chaque projet et à s'impliquer financièrement en souscrivant des parts et des actions. Les JALLOIS sont donc présents à toutes les phases des projets: recherche, élaboration et exécution.

L'information ouverte à la communauté est par conséquent un puissant générateur pour un climat de solidarité entre les habitants des lieux mais aussi entre tous les intervenants. L'aménagement et le développement se font donc sur une base d'entraide et de complémentarité sans compétition. Il y a consultation mutuelle des différents secteurs d'activité: forêt, agriculture, industrie et tourisme afin que les possibilités de développement ne s'empâtent pas les unes sur les autres.

Des outils originaux de développement

Dans cet esprit de coopération, les JALLOIS se sont donnés des instruments de réussite: un **Groupe forestier**, une **Coopérative de développement** et une **Corporation touristique**. Parallèlement, des entreprises privées se sont organisées, comme le Ranch des Montagnards, par exemple.

1) La **Corporation touristique du JAL inc** a été fondée dans l'optique de concrétiser dans une structure opérationnelle unique la vocation touristique de la région. Les intervenants majeurs sont le Ranch des Montagnards, l'Érablière, la Coopérative de développement et les 3 municipalités de Saint-Juste, de Lac Auclair et de Lejeune.

2) La **Coopérative de développement** a engendré plusieurs projets notamment celui de l'**Érablière de la Grande Coulee** en 1976. Cette érablière, la plus grande de l'Est du Québec (20,000 entailles) a développé 5 secteurs d'activités: la production du sirop, la transformation en produit fini (80 à 85% du sirop est mis en marché sous formes de bonbons, tire...etc), la restauration et le plein air, une pisciculture (truite mouchetée), et en dernier lieu la mise en marché et l'administration.

Présentement, elle appartient, à 49%, à la coopérative de développement et, à 51%, à la coopérative des travailleurs. Elle présente au public touristique une gamme variée d'activités: pêche, canot-camping, randonnée pédestre au printemps, à l'été et l'automne, transformation du sirop au temps des sucres, et ski de fond à l'hiver.

3) Le **Ranch des Montagnards** a développé des circuits équestres de 2 à 10 jours sur un réseau potentiel de 300 km.

On y offre des cours d'initiation et de perfectionnement avec une approche nouvelle, selon laquelle l'apprentissage de la randonnée équestre côtoie tout naturellement la découverte du milieu naturel offert aux "nouveaux cowboys". C'est en somme une nouvelle formule pédagogique, encore très peu développée au Québec. On campe en pleine nature ou à l'Érablière.

Autant d'initiatives et de réalisations originales qui caractérisent le pays du JAL, ce coin de pays où des hommes et des femmes ont décidé un jour de se prendre en main et d'orienter leur devenir.

Mais encore, dans le beau pays du Témiscouata

D'autres expériences sont notables et laissent envisager de belles perspectives d'avenir pour ce chaleureux coin de pays, où il est si aisé de nouer des liens solides et d'établir une communication simple.

La base de plein air de Pohénégamook...

La base de Pohénégamook, nom indien signifiant "lieu d'hébergement", a mis sur pied une nouvelle façon de vivre le Québec dans la pratique d'activités de plein air et ce, en toutes saisons. Cet endroit a, en outre, l'avantage de posséder un micro-climat grâce aux montagnes environnantes qui le protègent des grands vents. D'ailleurs, au temps des Indiens, ce site en était un de repos prolongé.

et le concept V.V.F.

Mais ce qui fait l'originalité de la base de plein air, est l'application du concept V.V.F., (Village-Vacances-Familles) une formule d'origine française mais adaptée aux besoins des Québécois.

On se souvient que l'idée d'implanter au Québec des villages-vacances-familles a fait l'objet, au cours de l'année dernière, d'une vaste consultation dans la population par le gouvernement du Québec. Les conclusions qui semblent se dégager de la consultation favorisent cette nouvelle formule d'hébergement mais en continuité avec les services déjà existants au Québec. Ainsi à Pohénégamook, on retrouve 20 petits chalets respectant l'intimité, l'autonomie des familles qui désirent se retrouver ensemble au moment des vacances mais qui veulent néanmoins établir des liens avec d'autres personnes venant d'horizons différents des leurs et partageant un même amour pour la nature.

On offre entre autres à Pohénégamook des classes nature qui permettent aux enfants de devenir autonomes en milieu naturel tout en vivant une expérience de groupe intense, axée sur de nouvelles connaissances et une harmonisation avec la nature. On rejoint en celà, la formule pédagogique développée au Ranch des Montagnards qui allie les côtés humains et physiques dans tout nouvel

apprentissage. Des nouvelles valeurs de vie sont donc offertes aux visiteurs, comme la détente, l'agrément, l'écologie, le retour à la nature, etc.

Mais encore...

On pourrait citer de multiples autres projets mis de l'avant dans cette région. Par exemple, le **chemin du Portage du Témiscouata**, développé par la Corporation de tourisme de Rivière-du-Loup en 1970. Dorénavant, reconnu comme un sentier touristique, on y relate l'origine des villages et l'histoire d'antan.

Et le Fort Ingal de Cabano, un site historique, archéologique et éducatif, reconnu par le ministère de l'Éducation comme un site important du patrimoine régional. Des bâtiments reconstitués, un comptoir d'artisanat, un centre de documentation et d'interprétation qui raconte l'histoire régionale, particulièrement celle des Amérindiens. Il y a aussi les **fermes d'hébergement et maisons d'accueil** de la région de Notre-Dame du Lac qui invitent le visiteur à partager le gîte, la cuisine et le chaleureux accueil des gens de la place. Par exemple, en 1981 ces quelques 30 gîtes ruraux recevaient au-delà de 1000 touristes français.

Le Témiscouata, c'est encore le camp musical de St-Alexandre, les auberges de jeunesse, les camps spécialisés pour handicapés, les terrains de camping, la petite et moyenne hôtellerie, les musées, les festivals (Festival du Pointu, Récolte des patates, Fête de l'Érable), les méchouis, les tournois sportifs.

Pour l'avenir, ce sera peut-être un système intégré de pistes de ski de fond de la région, une érablière au JAL qui évoquera l'histoire de nos ancêtres, ou encore une structure de promotion unique, assurant une meilleure rentabilité des équipements déjà ouverts à l'année longue.

Témiscouata, un pays vrai, oublié, loin du bruit et du stress où les gens calmes, chaleureux et sereins nous invitent à découvrir une région qu'ils ont défendue avec acharnement à travers les années. Témiscouata, un pays qui évoque une réalité géographique et humaine hors du commun. Un pays sauvage dont je garderai toujours un doux souvenir, empreint de sensualité: plaisir du plein air de par les montagnes, les forêts, les lacs et les champs, plaisir de partager si facilement la vie des Témiscouatins, et plaisir agréable de voir, de sentir, de toucher un produit touristique de qualité. ■